

Luxembourg, le 19 juin 2022

## Communiqué de presse

À la suite de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés du 14 juin 2022 au sujet du personnel EPS dans les Centres de compétences, le SPEBS/CGFP tient à souligner les grands points forts de l'accord signé du MENJE, d'une part, et des trois syndicats SPEBS/CGFP, SLEG/CGFP et ALEE/CGFP, d'autre part.

Finalement au bout de quelques décennies, il existe enfin une base pour un cadre légal pour tout le personnel EPS de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et des centres de compétences.

Pour les acteurs intervenant en permanence auprès des élèves, ce nouveau cadre se base principalement sur le règlement grand-ducal des éducateurs gradués de l'enseignement fondamental de 2009, ce qui implique pour beaucoup d'agents une réduction du nombre de leçons hebdomadaire pendant les semaines scolaires de 32 à 30,5 unités. En outre, des imprécisions contenues dans le texte du règlement de 2009 ont finalement été clarifiées, voire des adaptations nécessaires en relation avec la réforme de la fonction publique incorporées. En ce qui concerne les travaux en-dehors du cours, des garde-fous ont été prévus pour éviter dorénavant un abus en matière de trop-plein de travaux et démarches de nature administrative, pour que tous les agents puissent mieux se focaliser sur leur mission principale : un enseignement et accompagnement de qualité des élèves à besoins spécifiques avec un temps de préparation adéquat assuré.

Pour les autres acteurs EPS dans l'enseignement, il a été mis en évidence qu'il est garanti qu'ils ont droit à l'accès au télétravail, à l'horaire mobile et une réglementation compensatoire pour les congés a été mise en place. Selon les missions de l'agent, un temps de préparation est pris en compte par le biais du PTI.

Tous les acteurs profiteront dorénavant des droits jusqu'à présent réservés aux agents d'un cadre administratif, notamment du CET, des congés légaux extraordinaires, ainsi que p.ex. des différentes possibilités de travail à temps partiel.

Pendant les négociations, il a été convenu qu'il faudra embaucher davantage de personnel EPS, notamment au sein des centres de compétences, afin d'assurer toutes les missions existantes et futures. Ceci pour remédier à la situation actuelle de surcharge de travail du personnel EPS en place et pour garantir une prise en charge qualitative des élèves à besoins spécifiques.

En plus, l'accord renforce le rôle des comités du personnel des centres de compétences et crée des comités de liaison dans l'enseignement fondamental et des chefs de service dans l'enseignement secondaire. Leur attribution consistera principalement à assurer le rôle de porte-paroles du personnel EPS en soumettant à la direction des propositions pour un bon fonctionnement du service, à assurer un cadre de travail de qualité et à remédier préventivement à des situations néfastes.

Depuis la signature de l'accord, un comité d'accompagnement composé de représentants du MENJE d'une part et de représentants des syndicats SPEBS/CGFP, SLEG/CGFP et ALEE/CGFP d'autre part a été créé. Ledit comité a pour mission de suivre l'opérationnalisation et la mise en œuvre des mesures décrites dans l'accord, pour lesquelles une base légale à élaborer sera de mise.

Veuillez trouver ci-joint l'accord, ainsi que notre publication Infoblatt reprenant les détails de l'accord.

Communiqué par SPEBS/CGFP, SLEG/CGFP et ALEE/CGFP